

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECONOTRE

Zone des Turquès
Route de Montauban
31660 BESSIERES

Références : 2022-849
Code AIOT : 0006802560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement ECONOTRE, implanté Zone des Turquès, Route de Montauban à BESSIERES. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été réalisée suite au départ de feu survenu le 06/09/2022 au soir au niveau de la zone de stockage des encombrants du centre de tri. L'inspection a été informée du départ de feu dès le lendemain (le 07/09/2022). L'incendie ayant pu être rapidement maîtrisé par les services de secours, l'astreinte DREAL n'a pas été sollicitée.

Les premiers éléments communiqués à l'inspection par l'exploitant précisaient les points suivants :

- déclenchement de l'alarme incendie vers 20H15 au niveau de la stalle des matelas provenant des encombrants collectés en porte-porte par les EPCI,
- appel des pompiers et intervention du personnel ECONOTRE à l'aide de RIA,
- arrivée des pompiers sur site vers 20h35,
- le feu est cantonné à la stalle « matelas » (pas de propagation de l'incendie),
- utilisation de la pelle pour étaler les matelas après leur extinction (et poursuite de l'arrosage pour éviter les reprises),
- fin d'intervention vers 23h00,
- contrôle de la zone par caméra thermique et départ des pompiers à 23h45.

Le personnel ECONOTRE a poursuivi la surveillance de la zone toute la nuit. Quelques reprises de feu ont pu être éteintes par le personnel avec les RIA.

Dans sa transmission, l'exploitant indique que les eaux d'extinction ont pu être cantonnées sur le site.

Par ailleurs, compte tenu des mesures de restrictions d'usage de l'eau en vigueur, la présente visite d'inspection a également été l'occasion de vérifier si les mesures d'économie d'eau prescrites à l'exploitant en période de sécheresse sont bien respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECONOTRE
- Zone des Turquès Route de Montauban 31660 BESSIERES
- Code AIOT : 0006802560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED-MTD

La société ECONOTRE exploite à Bessières une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux provenant des ménages et d'activités économiques. Cette installation est associée à un centre de tri des déchets ménagers recyclables collectés séparément et d'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Au titre des installations classées, elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2021.

Le tonnage annuel autorisé est de 196 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- départ de feu survenu le 06/09/2022
- mesures d'économie d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
5	Points de rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.5.2 APC du 28/09/2012, article 4.3.2	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Registre des relevés quotidiens	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 3	/
2	Mesures d'économie	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4	/
3	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 1.2.2	/
4	Isolement du réseau eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 4.3.3	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier que les dispositions prises par l'exploitant suite au départ de feu ont permis de limiter les conséquences sur l'environnement (détection rapide du départ de feu, intervention du personnel et rétention des eaux d'extinction). Toutefois, il est demandé à l'exploitant de justifier que l'ensemble des eaux d'extinction a bien été contenu sur le site, le volume d'eau présent dans le bassin de rétention semblant notablement inférieur au volume d'eau utilisé (fait susceptible de suite).

De plus, il ressort que l'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier l'origine ou la cause du départ de feu. S'agissant du deuxième départ de feu dans le secteur en deux mois, il lui est demandé de proposer des mesures visant à éviter qu'un événement similaire ne se reproduise ou à défaut, des mesures de surveillance complémentaire permettant d'améliorer l'analyse a posteriori de l'événement.

Pour ce qui concerne le respect des dispositions applicables en période de sécheresse, l'inspection a pu constater que les mesures d'économie d'eau et les débits de prélèvements maximum journaliers sont respectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des relevés quotidiens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le registre (informatique) de suivi des consommations d'eau. Le registre présenté recense les différents postes de consommation en fonction des milieux de prélèvement (réseau d'alimentation d'eau potable et eau du Tarn). Le registre est renseigné quotidiennement par le personnel de quart.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures d'économie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, articles 2 et 4						
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse						
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet						
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont atteints en application de l'arrêté cadre sécheresse départemental dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement. Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse. [...]						
La quantité d'eau prélevée maximale pour le fonctionnement de l'unité est limitée de la manière suivante :						
Ressource utilisée	Prélèvement annuel (m³) et mensuel en étiage (juillet, août, septembre)	Débit de prélèvement maximal journalier (m³/j)				
		Niveau de gestion sécheresse				
		Normal	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Cours d'eau (le Tarn)	Prélèvement annuel : 180 000 m³ Prélèvement sur la période d'étiage : 40 000 m³	620 m³/j	620 m³/j	530 m³/j	530 m³/j	530 m³/j
Réseau AEP	Prélèvement annuel : 26 280 m³ Prélèvement sur la période d'étiage : 7 500 m³	300 m³/j	300 m³/j	210 m³/j	210 m³/j	210 m³/j
Constats : Les données reportées dans le registre consulté montrent que les débits de prélèvements maximum en période de crise (sur août et septembre) sont respectés que ce soit pour les prélèvements dans le Tarn ou le réseau AEP. L'exploitant confirme avoir mis en œuvre les mesures d'économie d'eau suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - arrêt des arrosages des espaces verts (constaté visuellement lors de la visite) - limitation des opérations de nettoyage - anticipation des tests de fonctionnement des poteaux incendie et des RIA (tests effectués en mai alors qu'ils sont habituellement réalisés en période estivale). Il est rappelé à l'exploitant qu'un bilan devra être établi, en application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/05/2021, dans un délai d'un mois après la fin des restrictions d'eau.						
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 3 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 1.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Départ de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.5111-1 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant lui indiquera toutes les mesures prises à titre conservatoire. Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention. [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les hommes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Par courriel du 07/09/2022, l'exploitant a informé l'inspection du départ de feu survenu la veille au niveau de la zone des encombrants du centre de tri, en détaillant la chronologie des événements ainsi que les différentes mesures prises immédiatement.</p> <p>Comme indiqué lors la visite d'inspection, il est demandé à l'exploitant d'établir et de transmettre à l'inspection un rapport d'incident précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les circonstances et les causes du départ de feu, - ses éventuelles conséquences (conditions météorologiques, éventuels relevés de toxicité des pompiers, justification des quantités d'eau utilisée et vérification que la totalité des eaux d'extinction a bien été contenue sur le site [le plan des réseaux transmis ne permettant de déterminer le sens d'écoulement des eaux de la plateforme – voir fiche de constat n° 5], bordereaux de suivi attestant de l'élimination des eaux d'extinction, etc.) - les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire. <p>A cet égard, l'inspection relève que les caméras infra-rouge, installées récemment, ne permettent pas l'enregistrement des images, ce qui est dommageable pour l'analyse des circonstances de cet événement, étant rappelé qu'il s'agit du deuxième incident similaire intervenant dans le secteur en l'espace de moins de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Isolement du réseau eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Départ de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'eaux résiduaires industrielles et d'eaux pluviales des voiries par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. En particulier, le réseau des eaux pluviales des voiries est obturable par une vanne de barrage. Cette vanne est : <ul style="list-style-type: none">- commandée à distance, et- actionnée manuellement, et- asservie à la détection incendie.
Constats : Le réseau collectant les eaux pluviales de la plateforme des encombrants est équipé d'une vanne de rétention, asservie au système de détection incendie du site, et commandable à distance depuis la salle de commande de l'UVE au besoin. Les images des caméras infra-rouge étant renvoyées en direct vers la salle de commande, l'exploitant indique que, lors du départ de feu, les agents de quart ont immédiatement déclenché la centrale de détection incendie, activant ainsi la fermeture de la vanne de rétention. Un test de fermeture à distance de la vanne de rétention a été effectué lors d'une précédente visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Points de rejet des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.5.2 et Arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2012, article 4.2.1		
Thème(s) : Risques accidentels, Départ de feu		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.5.2 de l'AP du 29/04/2005 : [...] Un dispositif de confinement doit être installé afin de pouvoir recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie. Il doit avoir une capacité minimale de 480 m³. Les eaux incendie de la zone de traitement des fumées et des mâchefers sont collectées dans le bassin de 900 m³.</p> <p>Article 4.2.1 de l'AP du 28/09/2012 : Les effluents industriels sont traités de la manière suivante : [...]</p>		
Effluent	Traitement	Rejet
Excédent d'eau de l'extracteur à mâchefers	Stockage dans le bassin de 900 m ³	Pas de rejet en fonctionnement normal
Eaux pluviales issues de la plate-forme mâchefers et de voiries de la zone du traitement des fumées et des mâchefers	Réutilisation comme eaux de refroidissement des mâchefers en sortie fours et d'humidification des mâchefers pendant leur maturation	Rejet exceptionnel possible : <ul style="list-style-type: none"> - au point n°3, après contrôle qualité - au point n°4, après contrôle qualité - au point n°1, après traitement physico-chimique
Surplus des eaux des des purges chaudières et turbines.	Décanteur-déshuileur	
Eaux pluviales des autres voiries au site	Décanteur-déshuileur	Point n°3 – la rivière Tarn, au droit de la station de pompage de l'eau industrielle
<p>Constats : Une fois la vanne fermée, les eaux d'extinction sont renvoyées vers un bassin de rétention de 480 m³. Il a pu être constaté le jour de la visite que ce bassin était rempli d'une eau noirâtre, représentant (d'après les repères de niveau) un volume de 50 m³.</p> <p>Toutefois, au regard du volume d'eau utilisé pour éteindre le départ de feu (cf. le registre consulté des consommations d'eau indique 56,5 m³ le 06/09 et 26,9 m³ le 07/09), ce volume paraît peu important. Interrogé à ce sujet, l'exploitant a alors indiqué qu'une partie des eaux ruisselant sur la plateforme des encombrants est orientée vers le bassin 900 m³. Le plan des réseaux transmis à l'appui de ses propos ne permet pas de confirmer la situation. De plus, cela n'est pas cohérent avec les dispositions de l'article 4.2.1 de l'APC du 28/09/2012 qui indique que les eaux pluviales (hormis celles de la zone mâchefers) sont dirigées vers le point de rejet n° 3 (via le décanteur déshuileur).</p> <p>L'exploitant a également indiqué que la vanne avait été réouverte dès le mardi soir, une fois le feu éteint, or, d'après les informations fournies par l'exploitant, des petites reprises de feu ont dû être éteintes à l'aide de RIA par le personnel.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, il est donc demandé à l'exploitant de justifier que toutes les eaux d'extinction ont bien été contenues sur le site. A défaut, il est demandé à l'exploitant de transmettre les analyses des eaux d'extinction afin de s'assurer de leur absence d'impact dans l'hypothèse d'un rejet au milieu naturel.</p> <p>Par ailleurs, une vérification de l'étanchéité de la vanne de rétention pourrait, à toutes fins utiles, être effectuée (comme cela avait été formulé lors d'une précédente visite d'inspection).</p>		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		